

LES CAHIERS D'EUROPE 21

EXAMEN DE CONSCIENCE GÉOPOLITIQUE



*L*es enjeux géopolitiques actuels sont omniprésents. Les Européens demandent protection mais face aux guerres existentielles comme au Moyen-Orient ou en Ukraine, nous ne pouvons pas rester neutres.

Dans cet article, nous nous focalisons sur le rôle des Européens et en particulier de leur Union. La notion de souveraineté européenne est trop équivoque, les politiques des Etats et les comportements des sociétés font souci. Nous soulignons que dans le monde actuel, toutes les violences, tous les conflits soulèvent des enjeux de civilisation.

Nous appelons les citoyens et les dirigeants à un examen de conscience, à des engagements de cœur et d'esprit.

Philippe Herzog et Claude Fischer Herzog

Les Européens en quête de protection

Après deux guerres mondiales et la chute de leurs Empires, les Européens sont fatigués des guerres. Ils se sont sentis abrités au sein de régimes démocratiques et protégés par les Etats-Unis, alliés disposant d'une puissance militaire incomparable. Mais la paix du monde était tout sauf certaine vu l'antagonisme entre deux grandes puissances, Etats-Unis et URSS, chacune divisant le monde en sphères d'influence et au sein même de l'ONU. La dissuasion nucléaire a servi de digue pour un équilibre des forces précaire, alors que se déployait la course aux armements.

La création de la Communauté économique européenne s'est inspirée des idéaux de paix conçus à l'époque des Lumières, et si l'union politique n'a pas été possible, les Etats membres de l'Union ont soumis leur souveraineté au respect d'un droit commun. Une Union qui s'est avérée attractive pour nombre de pays choisissant de construire des régimes démocratiques : des élargissements successifs ont été librement choisis et pacifiques. Plusieurs dirigeants européens parlent d'un miracle de la paix. Pour autant, il ne faut pas oublier que pour éteindre la guerre dans l'ex-Yougoslavie, ils se sont divisés et il a fallu que les Etats-Unis et l'OTAN interviennent militairement pour y mettre fin. De même nous devons une fière chandelle à Mikhaïl Gorbatchev pour qu'après la chute du mur de Berlin et de l'URSS, la réunification de l'Allemagne ait eu lieu, ainsi que des transitions nationales non violentes.

Mais l'agression de la Russie de Poutine en Ukraine a ramené la guerre au cœur de l'Europe. Et ceci dans un contexte mondial bouleversé par la globalisation technologique, économique et financière. De nombreux pays ont su se replacer et trouver des opportunités de développement sur le marché mondial. Le nombre des Etats a doublé, tous se voulant souverains, et la Chine est devenue une grande puissance. D'autres puissances ont émergé, certaines portant des visées tout autres que pacifiques. Le nombre des conflits meurtriers a enflé, celui des zones de non-droits aussi, de sorte que la notion de paix mondiale par l'avènement d'un droit international s'avère une fiction. L'Union européenne s'est déclarée être « une puissance douce », fière de ses règles de droit, ignorant sans doute que la globalisation n'est pas simplement une source de progrès matériels mais aussi de prédateurs, de dominations et de violences, de cynisme et de déshumanisation. Et notre Union n'a pas voulu voir que les sociétés européennes elles-mêmes se sont déstructurées au point que leurs gouvernements sont de plus en plus contestés, alors que les populations demandent avant tout sécurité et protection.

Le président français a lancé l'idée d'une « souveraineté européenne ». Elle a trouvé écho chez ses collègues chefs d'Etat quand le président des Etats-Unis a fait savoir que son soutien protecteur n'est plus de mise, provoquant un séisme dans les mentalités européennes. Nos dirigeants ont alors décidé de bâtir une Europe de la Défense et de relancer l'armement. Ils pensent que l'on ne peut se protéger que par la puissance, mais outre que l'armement a un coût énorme que nos populations auront peine à supporter, il est impossible de penser pouvoir se rapprocher du niveau de la puissance militaire américaine. On aura encore besoin d'y trouver appui. Et pour quelles missions devront servir les armes ?

La France dispose d'une force militaire mais ne conçoit son rôle que sur un mode exclusivement défensif, pour la sécurité de ses citoyens et éventuellement en soutien de pays avec qui elle a souscrit des accords de coopération. L'Union n'a pour le moment aucune vision de la façon dont l'Europe doit se replacer dans un monde qui se recompose et où elle pourrait contribuer à une paix durable. Elle évite systématiquement de s'impliquer dans les foyers de guerre. Quand des populations se font emprisonner et massacrer par leurs Etats et que des ingénieurs du chaos diffusent contre-vérités et haines, l'UE en tant que telle est presque insignifiante.

N'est-il pas temps de s'interroger sur la notion de souveraineté ?

Les Etats ont reçu le monopole de la violence légitime et c'est sous le couvert des souverainetés que les guerres se sont développées dans les temps modernes. Aujourd'hui en Iran, en Afghanistan et ailleurs, le sacrifice des populations par des Etats souverains assassins ne peut nous laisser les bras ballants.

Au Moyen-Orient, en Ukraine, des guerres existentielles qui nous impliquent

Les guerres du 21^{ème} siècle sont de type nouveau : avec les nouvelles technologies informationnelles et dans la mondialisation, elles ont une portée qui facilite leur diffusion au risque de monter aux extrêmes. La république islamique d'Iran, telle une hydre, a bâti un réseau d'arsenaux militaires et de milices à sa botte au Moyen-Orient, disposant aussi de complicités en Russie, en Chine, ici même en Occident, en déployant l'arme du terrorisme et d'une guerre psychologique permanente. Elle massacre les opposants au régime et affiche clairement ses buts : détruire l'Etat d'Israël et briser autant que possible l'Occident, ce grand Satan. Quarante-sept ans ont passé, la région a été mise à feu et à sang, il y a eu des centaines de milliers de gens assassinés, persécutés, déplacés, mais qu'a fait l'Europe ?

Les Etats-Unis et Israël ont lancé une offensive de grande envergure contre le régime iranien et ses « proxys ». L'Etat français et d'autres Etats européens n'y participent pas, la jugeant « illégale ». Pourtant la notion de droit d'ingérence,

voire de devoir d'ingérence, a été avancée dans les années 1990, et comme l'a fait observer l'ancienne ambassadrice Sylvie Bermann, l'assemblée générale de l'ONU, sur proposition de Robert Badinter, a adopté en 2005 une résolution qu'en cas d'incapacité ou de refus d'un gouvernement de protéger sa propre population, « la responsabilité de protéger » (R2P) incombe à la communauté internationale. Or chacun sait que le Conseil de sécurité ne peut pas autoriser l'intervention israélo-américaine parce qu'il est paralysé. Faut-il jouer les Ponce Pilate ? A défaut de légalité, poursuit Mme Bermann, si cette intervention réussit, elle pourrait bien être jugée légitime.

Au Moyen-Orient, l'agresseur, c'est le régime iranien et l'agressé c'est son peuple. Il a prouvé que la négociation n'est pour lui qu'un artifice quand il veut gagner du temps. Le problème avec Donald Trump, c'est son hubris, son excès de confiance dans la supériorité de sa force. Sous les bombes, l'Iran menace d'escalade et bloque le détroit d'Ormuz. Vu l'énorme dépendance de tous en approvisionnements pétroliers, Donald Trump appelle à la coopération internationale. Beaucoup glosent sur les buts du président américain, mais détruire la capacité qu'aurait l'Iran de fabriquer la bombe nucléaire et réduire autant que possible sa puissance de nuire, ce n'est pas rien. Un pouvoir des gardiens de la révolution significativement affaibli, voire déraciné, cela ouvrirait de réelles possibilités au peuple iranien de briser ses chaînes et de le renverser. Cette société souffre cruellement des violences répétées, permanentes, du martyr qu'elle a subi, et elle ne pourra reconstruire seule un pays en cendres. Il faudra que nous Européens fassions enfin preuve de solidarité active à ses côtés.

Or les Occidentaux craignent surtout les impacts de la guerre sur leur pouvoir d'achat, les risques d'inflation, d'instabilité généralisée. Il faudrait au moins faire l'effort de gagner la bataille de l'opinion. On est scandalisé d'entendre Mélenchon prendre le parti de ce régime honni. Certains ont pu aussi considérer la victoire des Talibans comme une liberté populaire pour les Afghans.

Le Liban dont l'Etat est très faible et divisé est pris en otage depuis de nombreuses années par le Hezbollah, un groupe que l'Occident lui-même reconnaît être terroriste. La France est un ami du Liban, ne doit-elle pas agir dès maintenant pour aider le peuple libanais en détresse, plongé dans l'horreur de la guerre, à se débarrasser du Hezbollah ? De même, si nous souhaitons que le peuple iranien puisse prendre les rênes de son avenir, ne faut-il pas dès maintenant les aider à en préparer les conditions sociales et politiques ? Il ne nous paraît pas sérieux de rester dans une position entièrement défensive, en attendant que le régime iranien sera vaincu et ses « proxys » désarmés.

Le moment venu, relancer le processus de paix entre Israël et Palestine sera un impératif. La plupart des Etats du Moyen-Orient ont montré leur disposition et intérêt à coopérer, et l'Etat d'Israël sera mis en demeure d'y consentir. Jusqu'à présent l'Europe s'est contentée d'une reconnaissance symbolique de l'Etat palestinien qui ne doit pas masquer l'absence d'un projet significatif. Et là encore, c'est un peuple, le gazaoui, qui a payé l'absence d'intermédiation de la communauté internationale.

En Iran, pays de 90 millions d'habitants, l'immense majorité d'une population asservie par un régime militaro-théocratique souhaite la chute de celui-ci. En Israël, pays de 10 millions d'habitants, l'immense majorité lutte pour la survie de leur Etat. L'antisémitisme est très prégnant en Europe, jusque dans nos écoles et universités en France. Un grand nombre de Musulmans sont victimes de l'islamisme radical, un cancer qui projette ses métastases en Afrique, en Asie et partout.

En Ukraine, l'Union européenne trouve une cause juste en apportant un soutien militaire, financier et humain à cette nation agressée. Malgré la médiation américaine, Vladimir Poutine ne veut toujours pas de cessez-le-feu en l'état, et Volodymyr Zelenski demande que l'accueil déjà promis de l'Ukraine dans l'UE ait lieu dès 2027, sachant que ce serait un gage essentiel pour sa sécurité et son existence même. Mais cela ne pourra être un élargissement de même nature que les précédents. Il serait raisonnable de clarifier auparavant ce que nous voulons faire ensemble. L'entrée de l'Ukraine peut bouleverser des équilibres intra-communautaires fragiles, et dans un monde en recomposition, l'Union doit redéfinir sa géopolitique. La Russie est au cœur du continent entre Europe et Asie. Que voudrions-nous faire avec elle à l'avenir ? Il ne faut pas fermer la porte à une coopération avec le peuple russe dès qu'il sera en mesure d'évoluer. Une recomposition de l'UE confédérale en plusieurs cercles et une refondation de ses institutions seront nécessaires pour qu'elle puisse faire face aux défis contemporains. Ces réformes exigent qu'au préalable, les sociétés civiles puissent participer à cette redéfinition des choix collectifs.

La notion de souveraineté européenne ne dit rien de ces transformations et des modalités démocratiques d'une Union consolidée. Elle est d'autant plus équivoque venant d'un pays où la souveraineté est conçue sous le prisme d'un Etat centralisé. Et si souveraineté européenne signifie une maîtrise publique et sociale au niveau de l'Union, on ne peut imaginer décider de la guerre et de la paix par la vertu de votes à la majorité qualifiée au Conseil européen.

Des combats de civilisation pour l'humanité

Nous ne pouvons rester neutres dans les conflits actuels. Soit des perspectives de paix durable s'ouvriront, soit des risques de guerre mondiale totale seront accrus. A l'heure de l'intelligence artificielle, de la cyberguerre dans l'espace, la dissuasion nucléaire n'est pas une protection fiable.

Nous avons encore besoin d'armes, mais ce n'est pas par le surarmement que l'Europe peut espérer se protéger, d'autant plus que les ressentiments contre elle et les Etats-Unis sont nombreux dans ce monde. L'UE doit se justifier comme une force de paix, ce fut le sens même de sa création. Nous devons ranimer la volonté d'un désarmement mondial, à commencer par la réduction de l'arme nucléaire et des armes de destruction massive. Mieux contrôler le surarmement des Etats voyous, et juger les dirigeants qui commettent des crimes contre l'humanité. Nous devons avancer des projets de régénération des institutions internationales et nouer des liens de coopération pas seulement avec les puissances moyennes comme le propose le président canadien Mark Carney, mais plus encore avec les pays les plus fragiles. Et nous trouverons aussi des amis américains et chinois dans ces perspectives.

Il y a une vingtaine d'années, nous avons créé un groupe « Civilisation » au sein de Confrontations Europe et noué des liens d'amitié avec Edgar Morin qui appelait à une politique de civilisation. Depuis, nous avons développé méthodiquement nos recherches et nos engagements. Nous comprenons mieux à quel point toutes les violences, tous les conflits actuels, sont des enjeux de civilisation. Pour le meilleur et aussi pour le pire, la civilisation européenne a laissé son empreinte dans le monde entier. Il ne s'agit pas de s'autoflageller mais de régénérer ce que nous avons de meilleur. La crise est en nous-mêmes, nous devons le comprendre pour vaincre les dérives totalitaires qui nous menacent aussi. Nos engagements intérieurs et extérieurs doivent se déployer sur trois fronts indissociables de civilisation : économique, politique et culturel, ce dernier étant le plus profond et le plus décisif parce qu'il engage une conception nouvelle de l'homme et de l'humanité.

Le système économique globalisé relie tous les peuples de la planète. Rompre la mondialisation pourrait être désastreux. Il faut la transformer. Le défi écologique est désormais posé mais les politiques censées y répondre butent sur des contradictions profondes dont témoignent les réactions sociales individuelles et collectives. Un nouveau type de développement et de productivité se cherche : réhabilitation des milieux naturels et des infrastructures, économie d'usage des moyens matériels, transformation de nos systèmes énergétiques. Mais ceci implique une élévation majeure des capacités humaines, un contrôle social de la technologie, un nouveau rapport des hommes à leurs outils. Actuellement on cherche réponse à tout par la technologie, or en guise de contrôle, s'agissant de l'IA, on est proche d'une capitulation cognitive. Ses choix et ses applications sont dominés par une oligarchie de très grandes sociétés multinationales avec la complicité ou la bienveillance des Etats qui eux-mêmes la déploient dans l'armement. Il est indispensable de réorienter l'IA comme un outil pour le bien public, et à cet effet toute l'innovation vers l'investissement et le financement dans les infrastructures essentielles de la vie humaine : formation, santé, alimentation, accès à l'électricité et à l'eau potable, régénération des sols et des territoires, adaptation de l'habitat au dérèglement climatique.

Partout, les régimes politiques sont fragilisés, en Europe les dirigeants politiques remplacés puis « dégagés », et les replis nationaux minent notre Union. Nos sociétés restent excessivement dépendantes de leurs Etats. Dans les années 1930, la philosophe Simone Weil disait qu'ils emprisonnent les gens, avant elle La Boétie parlait de servitude volontaire. Nous gardons besoin de ces Etats bien-sûr, mais nos sociétés doivent pouvoir se sortir de leur emprise. A cet effet, de nouvelles sociétés civiles devront prendre des responsabilités pour réformer les institutions et développer des formes d'autogouvernement pour le bien commun. Il s'agit aussi d'un changement de méthode afin de construire une Union politique. En son temps, Jean Monnet avait souligné que fédérer est dans la méthode, elle consiste à bâtir des solidarités concrètes entre les peuples, ce qu'il exprimait ainsi « nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes ». L'UE se veut être un club de démocraties, mais incarnées dans les Etats nations, elles sont affaiblies et décadentes, et l'UE est devenue une technostructure, sans liens directs avec les citoyens. La politique, c'est partager des paroles et des actes, disait Hanna Arendt. Dans chacun des pays membres et ensemble, les sociétés civiles devront créer elles-mêmes ces solidarités concrètes et les citoyens devront exiger de participer aux politiques communautaires, disposer d'un espace public d'information et de communication transeuropéen, multiplier les partenariats publics-privés, apprendre à gouverner en partenaires en quelque sorte, qu'ils soient entrepreneurs, salariés, indépendants ou acteurs territoriaux, associatifs, syndicalistes ou politiques.

Le combat pour la culture englobe tous les autres. Face aux risques de totalitarisme nous avons à apprendre de nos grands Anciens. Hanna Arendt nous a avertis « le sujet idéal de la domination totalitaire n'est pas le nazi convaincu, ni le communiste convaincu, mais les personnes pour qui la distinction entre fait et fiction, entre vrai et faux, n'existe plus ». Elle a consacré sa thèse de doctorat au concept d'amour chez Saint-Augustin pour qui l'amour est un mouvement de l'âme vers la vérité. La liberté elle-même suppose cette capacité d'aller vers la vérité. Dans une célèbre parabole, Dostoïevski fait parler « le grand inquisiteur ». Celui-ci nous dit : la liberté est une charge trop lourde à supporter pour chacun d'entre vous, laissez-nous vous diriger et vous serez délivrés de cette charge. René Girard, anthropologue, explique comment les rivalités mimétiques et les recherches de bouc émissaire engendrent un désir de tyrannie au sein des sociétés humaines.

Les sociétés ne s'accordent pas sur ce que justice veut dire et implique de responsabilités. Le philosophe juif Emmanuel Levinas affirme que chaque « moi » est responsable d'autrui, c'est l'essence même du sujet humain. Mais autrui est multiple, aussi les institutions doivent incarner la justice. Celle-ci n'est pas seulement une affaire de séparation des pouvoirs et de redistribution des richesses, mais de morale individuelle et collective. C'est une question de vie ou de mort pour vivre ensemble. Les religieux, les règles sociales, les créations artistiques apportent des ressources

spirituelles qu'il faut accorder. Levinas refuse la division entre croyants et incroyants et pour lui, la morale ne saurait se réduire à une relation entre Dieu et moi. Dans le message chrétien selon Saint-Paul, l'amour inconditionnel écarte toute exclusion de l'étranger, toute notion d'infidélité, et les faibles et les opprimés seront élevés, les puissances abaissées. Quand des groupes religieux font de la loi, prétendue parole de Dieu, un impératif, quand la religion fusionne avec l'Etat, c'est la dictature et la terreur. La loi civile doit absolument primer sur la règle religieuse. Aussi la laïcité est-elle un principe d'organisation politique essentiel. Mais il ne règle pas en soi le problème de la justice. La liberté d'expression absolue prônée par les géants de la Tech ne fait qu'aggraver la discorde. Et à l'échelle de l'humanité, il n'y a pas encore de droit reconnu comme véritablement juste entre les Etats. Le choc des civilisations est bien réel.

Nous avons dénoncé un véritable renoncement de la part des autorités européennes à assumer nos idéaux, à s'en inspirer dans leurs actes. L'Europe a été unie par la culture au long des siècles, elle ne s'identifie plus par cette culture, et un récit qui relie le passé à l'avenir fait défaut. Ainsi Ursula Van der Layen se réfère plus aux intérêts qu'aux valeurs. Une Union véritable implique un point de vue fédérateur transcendant les différentes nations pour que se forme une conscience politique commune. Et au-delà de nous autres Européens, c'est un dépassement des traditions qui est en jeu dans la relation à autrui, le face à face, les regards croisés, les paroles partagées dans une perspective de l'autre homme pour une humanité réconciliée.

Dans un film documentaire bouleversant, présenté par notre Ciné-Club OpenWorld, « Dans l'œil de la liberté », de jeunes manifestants iraniens se sont réunis. Victimes de la justice selon les gardiens de la révolution islamique qui les ont éborgnés, ils exposent les faits et leurs souffrances sans larmoiement, et leur engagement reste intact. Leur courage est incroyable. Ils espèrent pouvoir vivre demain dans un pays libre et appellent à une planification de l'avenir. Comment ne pas les entendre ? La guerre contre le régime iranien totalitaire appelle mieux de la part de l'Europe que le souci de SE défendre. Notre devoir est d'éveiller le cœur et l'esprit de nos concitoyens.

Paris, le 18 mars 2026

Philippe Herzog et Claude Fischer ont une longue expérience de dirigeants politiques, au sein du Parti Communiste Français, puis à Confrontations Europe qu'ils ont fondée en 1991 avec Michel Rocard... Engagés pour une Europe plus solidaire et ouverte au monde, ils œuvrent à une politique de civilisation mondiale.

Philippe Herzog a publié de nombreux livres sur l'Europe, et plusieurs essais pour une régénération de nos ressources spirituelles et notre conscience historique afin de refonder l'Union européenne. Il a été député européen de 1989 à 2004.

- « L'Europe après l'Europe. Les voies d'une métamorphose » - 2002
- « Identité et valeurs : quel combat ? Imaginaire d'une renaissance culturelle » - 2016
- « La trajectoire des religions dans notre Europe » - 2021
- « Pour que l'Europe ne sorte pas de l'histoire. Conscience politique et ressources spirituelles » - 2025

Claude Fischer édite *La Lettre* et *Les Cahiers des Entretiens Européens* pour donner un nouvel avenir au nucléaire civil, *La Lettre* et *Les Cahiers des Entretiens Eurafriains* pour un renouvellement des relations entre l'Europe et l'Afrique, *Les Cahiers d'Europe 21* et des essais. Elle a dirigé ASCPE, Les Entretiens Européens & Eurafriains.

Ils animent le **Cercle cinéophile OpenWorld-Regards croisés** qui propose chaque mois des conférences sur des sujets de société et/ou géopolitiques assorties de projections de films des grands maîtres ou de jeunes talents émergents de la cinématographie mondiale.

POUR QUE L'EUROPE NE SORTE PAS DE L'HISTOIRE
Conscience politique et ressources spirituelles
Philippe Herzog

LES CAHIERS D'EUROPE 21
JEAN MONNET, LE PROJET EUROPÉEN ET NOUS
Philippe Herzog et Claude Fischer

La Lettre des Entretiens Européens
Spécial Formation Emploi

OpenWorld
Le monde est cinéma
Belles et rebelles

Solidarité avec le peuple iranien à la conquête de sa liberté
Vendredi 13 mars 2026 - De 18h30 à 22 heures
Caroline Gueze-Clau - 75006 Paris

DANS L'ŒIL DE LA LIBERTÉ
Projet de film

ASCPE
Mail : contact@entretiens-europeens.org
Tél. : 06 72 84 13 59
Site : www.entretiens-europeens.org